

Ah ! si nous pouvions être donnés à la Belgique et nous trouver, du soir au matin, en possession de ces franchises provinciales et communales dont elle jouit pleinement, ce serait autre chose ! Mais nous n'en sommes pas là, et pour le moment, ce que nous avons de mieux à faire à l'égard des Belges, c'est de nous annexer leurs franchises et leurs droits. Si l'avenir nous réservait une union plus complète avec ce généreux pays, c'est la liberté seule qui pourrait en préparer les voies.

Espérons donc que le bruit des armes ne viendra pas une fois de plus nous distraire des questions de réforme intérieure et de pacifique progrès qui passionnent si heureusement la nation. Le plus intime confident de l'empire, M. de Persigny, a dit il y a six ans cette parole, que le *Moniteur* a enregistré : "Le rôle militaire de la France en Europe est fini." Et l'empereur, qui sait "qu'on est plus grand aujourd'hui par l'influence morale qu'on exerce que par des conquêtes stériles", l'empereur ajoutait l'année suivante : "J'ai de grandes conquêtes à faire, mais en France. Il y a là un assez vaste champ ouvert à mon ambition, et il suffit pour la satisfaire".

Il n'est donc pas probable que nous rappelions nos soldats de Rome, en vertu du principe de non-intervention, pour les faire intervenir sur le Rhin ou sur l'Escaut, ni que nous retirions notre concours à un auguste envahi pour le porter à un indigne envahisseur. Mais s'il est permis de croire que nos troupes n'iront soulever au Nord aucune question nouvelle, il

est difficile de rester sans inquiétude au sujet des questions anciennes qu'au Sud elles abandonnent à la merci du hasard.

L'évacuation des États de l'Église commence, et la joie que cette mesure inspire à tous les ennemis de la papauté n'est pas faite pour rassurer les catholiques. Il faudrait, en effet, ne rien connaître de l'histoire des annexions antérieures pour ressentir aucune alarme ; il faudrait oublier que c'est par un chemin tout jonché de nos protestations lacérées que le Piémont a suivi, d'étape en étape, l'astucieux itinéraire flétri par une plume éloquente. Sans doute la convention du 15 septembre interdit à l'Italie les moyens employés avec tant de succès dans les Marches, l'Ombrie et les Deux-Siciles ; mais il en est d'autres, qu'on appelle "les moyens moraux," à l'aide desquels on compte arriver au même résultat. On va même jusqu'à dire qu'une fois les Français partis, la difficulté ne sera pas de prendre Rome, mais de ne pas la prendre¹, et de laisser au temps le soin d'arranger les choses.

Il est aisé de prévoir cet arrangement, dont M. Ricasoli vient de trouver la formule : "Ce n'est pas l'Italie qui ira à Rome ; c'est Rome qui viendra à l'Italie." Mais le jour où une comédie de suffrage populaire donnerait ainsi la ville éternelle au Piémont agrandi, que ferait la France ? Nous avons besoin, pour raffermir notre foi ébranlée par tant de mécomptes, de nous rappeler les engagements pris à la face du monde. Au début de la campagne d'Italie, c'est M. Baroche proclamant que, dans aucune hypothèse, "le pouvoir temporel ne peut être détruit ;" et, à

¹ Discours au Conseil général de la Loire.—Août, 1859.

² Proclamation de Milan.

³ Lettre à M. de Persigny.—1860.

¹ Correspondance de Florence du *Journal des Débats*.